



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché (avis rectificatif)

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-12545>

Département(s) de publication : **83**

Annonce n° **24-12545**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Metropole Toulon-Provence-Mediterranee

Forme juridique de l'acheteur : Organisme de droit public

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : 23PI22 - ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA REUTILISATION DES EAUX USEES TRAITEES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Description : La présente consultation concerne l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réutilisation des eaux usées traitées de la métropole Toulon Provence Méditerranée La Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite étudier : - La valorisation des EUT de ses STEP (AmphitriA, AmphorA, Almanarre, Porquerolles et Port-Cros) dont les rejets s'effectuent en mer, à raison d'environ 28 millions de m3 au total - Les potentialités de production et de valorisation d'EUT à partir d'eaux usées brutes en provenances directe du réseau d'assainissement, en des points stratégiques du territoire.

Identifiant de la procédure : d508a841-44ee-4c6c-82b2-b5b4a2d09d65

Identifiant interne : 23PI22

Type de procédure : Ouverte

La procédure est accélérée : No

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 71241000 Études de faisabilité, service de conseil, analyse

2.1.3 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 420,500 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre : 600,000 EUR

2.1.4 Informations générales

Informations complémentaires : Les modalités de financement et de paiement sont définies à l'article 4.2 du RC. La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation. La méthode de notation est définie à l'article 8.2 du RC. Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée. Les conditions de versement de l'avance sont définies à l'article 9 du CCAP. L'accord-cadre est conclu pour une durée de 24 mois maximum à compter de la date de notification du contrat. La phase 1 de la DPGF fait l'objet d'un Ordre de service de démarrage des prestations. Les phases 2 et 3 feront l'objet de bons de commande.

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux : Se référer au dossier d'appel d'offres.

Section 5 - Lot

5.1 Lot : LOT-0000

Titre : ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA REUTILISATION DES EAUX USEES TRAITEES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Description : L'équipe d'étude devra être pluridisciplinaire et comporter a minima (tableau de composition de l'équipe joint au D.C.E à remplir) des compétences en matière : - Juridique - Technique - Financière - Pilotage de projet. Les prestations sont réparties en 3 phases définies comme suit : PHASE 1 ETUDE D'OPPORTUNITE (DPGF + BPUF) PHASE 2 ETUDE DE FAISABILITE ET PROPOSITION DE PLAN D'ACTIONS (BPUF) PHASE 3 MONTAGE DES DOSSIERS REGLEMENTAIRES (BPUF)

Identifiant interne : 23PI22

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 71241000 Études de faisabilité, service de conseil, analyse

Nomenclature supplémentaire (cpv): 71241000 Études de faisabilité, service de conseil, analyse

5.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Var (FRL05)

Pays : France

Informations complémentaires : Territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

5.1.4 Renouvellement

L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des achats supplémentaires auprès du contractant, comme décrit ici : Une clause de réexamen est définie aux articles 1.7 du RC et 4 du CCAP.

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 420,500 EUR

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés : Exigence dans l'offre

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)

Informations complémentaires : Le montant des prestations pour la durée totale du marché, soit 24 mois maximum, est estimé à 420 500 euros HT. Le montant des prestations de l'accord-cadre est défini comme suit : minimum sur 24 mois : 65 000 euros HT - maximum sur 24 mois : 600 000 euros HT.

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Nom : Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Description : Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat Une lettre de candidature précisant si le candidat se présente seul ou en groupement, la nature du groupement ainsi que l'identité de son mandataire En cas de cotraitance, l'habilitation du mandataire à engager la(les) société(s) co-traitante(s).

Utilisation de ce critère : Utilisés

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Nom : Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Description : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; La capacité financière peut être prouvée par tout autre moyen que la remise des chiffres d'affaires : déclaration appropriée de banques, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents... Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'ordonnance no 2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique : l'acheteur ne tient pas compte de la baisse du chiffre d'affaires intervenue au titre du ou des exercices sur lesquels s'imputent les conséquences de la crise sanitaire

liée à l'épidémie de covid-19. Ces dispositions s'appliquent jusqu'au 31 décembre 2023.

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Nom : Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Description : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat au titre de la dernière année Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat. Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics pour les certificats de qualification éventuels (NOR : ECOM1830221A). Qualification ou équivalent: Habilitation à délivrer des conseils juridiques conformément aux articles 54 et 55 de la Loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Fiche niveau spécifique minimal jointe au DCE à remplir

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Description : Habilitation à délivrer des conseils juridiques conformément aux articles 54 et 55 de la Loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Fiche niveau spécifique minimal jointe au DCE à remplir (référence aux articles 3.1.1 a)/3.1.2 a)/3.2/3.3 du CCTP).

Utilisation de ce critère : Utilisés

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Nom : Valeur Technique

Description : La valeur technique est appréciée au regard du mémoire justificatif de l'offre rédigé selon le cadre de mémoire joint au DCE et visé à l'article 6.1 du règlement de la consultation.

Pondération (points, valeur exacte) : 60

Critère :

Type : Prix

Nom : Prix des Prestations

Description : Pour l'appréciation du prix note N2, la proposition du candidat prise en compte est le montant total additionné de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et du Bordereau des prix unitaires et forfaitaires (B.P.U.F) valant Détail Estimatif contractuel (DENC).

Pondération (points, valeur exacte) : 40

5.1.11 Documents de marché

Adresse des documents de marché : <https://metropoletpm.e-marchespublics.com>,

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Autorisée

Adresse de présentation : <https://metropoletpm.e-marchespublics.com>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 08/03/2024 à 16:00

Date limite de validité de l'offre : 6 MONTH

Informations relatives à l'ouverture publique :

Date/heure : 11/03/2024 à 09:00

Conditions du marché :

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée

Le paiement en ligne sera utilisé

Informations relatives aux délais de recours : Précisions concernant les délais d'introduction de recours : -un recours en référé précontractuel avant la signature du marché, par application des articles L. 551-1 à L. 551-12 du Code de Justice Administrative, -un référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. -un recours en contestation de la validité du contrat vous est ouvert, devant le même tribunal, dans les deux mois qui suivent la publication de l'avis d'attribution du marché. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique " Télérecours citoyens " accessible à l'adresse internet www.telerecours.fr.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Pas d'accord-cadre

Informations sur le système d'acquisition dynamique

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique :

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Comité Consultatif de Règlement Amiable des différends CCRA

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Toulon

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Metropole Toulon-Provence-Mediterranee

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Metropole Toulon-Provence-Mediterranee

Numéro d'enregistrement : 24830054300217

Adresse postale : 107 BD HENRI FABRE, CS30536

Ville : TOULON

Code postal : 83041

Subdivision pays (NUTS) : Var (FRL05)

Pays : France

Point de contact : marchespublics@metropoletpm.fr

Adresse électronique : marchespublics@metropoletpm.fr

Téléphone : +33 494938234

Adresse internet : <https://metropoletpm.e-marchespublics.com/>

Profil de l'acheteur : <https://metropoletpm.e-marchespublics.com>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Tribunal Administratif de Toulon

Numéro d'enregistrement : TA TOULON

Adresse postale : 5 rue Racine BP 40510

Ville : TOULON CEDEX 09

Code postal : 83041

Subdivision pays (NUTS) : Var (FRL05)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-toulon@juradm.fr

Téléphone : +33 494427930

Adresse internet : <http://toulon.tribunal-administratif.fr>

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

8.1 ORG-0003

Nom officiel : Comité Consultatif de Règlement Amiable des différends CCRA

Numéro d'enregistrement : CCRA MARSEILLE

Adresse postale : Place Felix Baret CS 80001

Ville : Marseille

Code postal : 13282

Subdivision pays (NUTS) : Bouches-du-Rhône (FRL04)

Pays : France

Adresse électronique : catherine.pietri@paca.gouv.fr

Téléphone : +33 484354554

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de médiation

Section 10 - Modification

Version de l'avis antérieur à modifier : 319551c2-11b3-4356-96b6-1e9780d67297-01

Principale raison de la modification : Correction par l'acheteur

10.1 Modification

Description des modifications : Dans 5.1.12: Conditions du marché public AU LIEU DE: Date limite de réception des offres: 2024-02-23 à 16h00. Informations relatives à l'ouverture publique: Date/Heure: 2024-02-26 à 09h00. LIRE: Date limite de réception des offres: 2024-03-08 à 16h00. Informations relatives à l'ouverture publique: Date/Heure: 2024-03-11 à 09h00.

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 8ea9d972-5be7-4704-ac6f-5ffd0428b22d - 01

Type de formulaire : Changement

Type d'avis : Avis de changement

Date d'envoi de l'avis : 01/02/2024 à 00:00

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 01/02/2024